



RENDU EXECUTOIRE LE

- 8 FEV. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 26/01/2023

Reçu en préfecture le 26/01/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230126-23_A_SE_0174-AR

S²LO

*Service
des Etablissements et Services
Sociaux et Médico-Sociaux*

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0174

du **26 JAN 2023**

Portant extension de l'habilitation partielle
des Résidences Autonomie « Les
Renardières » et « Tivoli » à Châtelleraut
gérées par le CCAS de Châtelleraut à
accueillir des bénéficiaires de l'Aide
Sociale à l'Hébergement

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale du Département de la Vienne ;

VU le Schéma départemental des solidarités 2020-2024 adopté par délibération
du Conseil Départemental de la Vienne le 20 décembre 2019 ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général de la Vienne du 24 janvier 2013
fixant le taux de participation de l'aide sociale aux prestations d'aide-ménagère délivrées
par le CCAS de Châtelleraut ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2016-A-DGAS-DHV-SE-
0199 du 11 octobre 2016 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement de
la Résidence Autonomie « Les Renardières » à Châtelleraut gérée par le CCAS de
Châtelleraut pour une capacité de 78 logements pouvant accueillir 78 personnes au
maximum ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n° 2017-A-DGAS-DHV-SE-
0149 du 18 avril 2017 portant extension de la Résidence Autonomie « Tivoli » à
Châtelleraut gérée par le CCAS de Châtelleraut pour une capacité de 84 logements
pouvant accueillir 90 personnes au maximum ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne du 17 février
2017 fixant le taux de participation de l'aide sociale aux dépenses de fonctionnement du
Foyer Restaurant pour personnes âgées et adultes handicapés des Résidences Autonomie
« Les Renardières », « Tivoli » et « Maisonnées Avaucourt et Beauchêne » de
Châtelleraut ;

VU l'arrêté du Conseil Départemental de la Vienne n° 2021-A-DGAS-DHV-SE-
0199 du 27 août 2021 portant habilitation partielle des Résidences Autonomie « Les
Renardières », « Tivoli » et les « Maisonnées Avaucourt et Beauchêne » à Châtelleraut

.../...

gérées par le CCAS de Châtellerault à accueillir des bénéficiaires de l'Aide Sociale à l'Hébergement pour une place chacune ;

VU la convention n° 2021-C-DGAS-DHV-SE-0020 du 06 octobre 2021 relative à l'habilitation partielle des Résidences Autonomie « Les Renardières », « Tivoli » et « Maisonnées Avaucourt et Beauchêne » de Châtellerault à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la délibération de l'Assemblée Départementale du 16 décembre 2022 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 ;

VU la demande d'extension d'habilitation partielle à l'aide sociale du gestionnaire, le CCAS de Châtellerault pour les établissements « Les Renardières » et « Tivoli » reçue le 13 décembre 2022 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Les Résidences Autonomie « Les Renardières » et « Tivoli » de Châtellerault, gérées par le CCAS de Châtellerault sont autorisées à augmenter leur capacité d'accueil des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement de **1 à 2 places** chacune à compter de la date de signature du présent arrêté.

En application de l'article L342-3-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les établissements s'engagent à proposer ces places à l'accueil de personnes âgées ou en situation de handicaps bénéficiaires de l'aide sociale départementale, dans le respect des textes législatifs et réglementaires relatifs aux droits des usagers et des dispositions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé.

ARTICLE 2 : Les conditions et modalités de l'habilitation partielle, l'accueil des personnes âgées et l'évaluation de leur prise en charge fixés par la convention n°2021-C-DGAS-DHV-SE-0020 susvisée, signée le 6 octobre 2021 restent applicables.

ARTICLE 3 : L'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale peut être retirée dans les conditions prévues à l'article L313-9 du CASF.

Cependant, les droits et les conditions d'accueil du résident bénéficiant de l'aide sociale à la date du retrait d'habilitation ne sauraient être remis en cause.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (laviennese86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (lavienn86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 – 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télerecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction des établissements sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **26 JAN. 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 26/01/2023

Reçu en préfecture le 26/01/2023

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20230126-23_A_SE_0174-AR